

Paris, le 21 octobre 2019

NON À LA DÉLATION GÉNÉRALISÉE ET À LA CHASSE AUX SORCIÈRES AU MOTIF DE COMBATTRE LA RADICALISATION

Le SNESUP-FSU exprime sa vive inquiétude et sa réprobation face à la vague de prises de positions de responsables et d'élu·es politiques qui stigmatisent une catégorie de la population en jetant le soupçon sur des modes de vie, un code vestimentaire, la pratique d'un culte, et en présumant que ces éléments seraient les signes d'un soutien à une mouvance terroriste.

Le message adressé par le *Référent radicalisation* de l'université de Cergy-Pontoise aux personnels, et les items du formulaire de signalement joint, ont suscité une large indignation : absentéisme récurrent aux heures de prière, changement de tenue vestimentaire, arrêt de l'alcool... Dès lors « *qu'un individu (étudiant ou collègue) présente un ou plusieurs signaux listés dans cet imprimé* », les personnels étaient invité·es à le remplir et à le retourner au *Référent radicalisation*. Le président de l'université a désavoué cette initiative dite « *extrêmement maladroite* ».

De son côté, la Ministre de l'Enseignement supérieur a désapprouvé cette « *fiche de remontée de signaux faibles* » en soulignant que la lutte contre la radicalisation ne saurait s'appuyer sur « *des préjugés et des caricatures* ». Cependant, les termes d'un flyer du MESRI intitulé « *Prévenir la radicalisation dans l'enseignement supérieur et les organismes de recherche* » préfigurent ce type de dérive : au motif d'inviter à rapporter des « *signaux faibles* », il revient à repérer et à dénoncer les musulman·es, et à faire de la communauté universitaire un lieu de défiance et de délation. On ne peut invoquer sur ce plan l'article 40 du Code de procédure pénale faisant obligation aux fonctionnaires de dénoncer les crimes ou délits dont ils ont connaissance, car sont ici visées des personnes seulement supposées pouvoir commettre des actes délictueux.

Après la tragédie survenue à la Préfecture de police de Paris, le détournement d'appels à la vigilance vers le soupçon lié à des apparences est à la fois intolérable pour le *vivre ensemble* et absurde, sachant en outre qu'une personne radicalisée fait souvent en sorte de ne pas laisser d'indices sur la préparation d'actions violentes.

Le SNESUP-FSU appelle les collègues à refuser cette logique du soupçon généralisé.

Le métier des universitaires est notamment d'être des formateur/trices, pas des informateur/trices ! ■

SUIVEZ-NOUS !



[SNESUPFSU](https://www.facebook.com/SNESUPFSU)



[@SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)